

À l'USJ, l'AFC s'engage pour une jeunesse actrice du changement

L'Académie de la formation à la citoyenneté vise à former des citoyens éclairés, responsables et engagés, aptes à renforcer le lien social et à dépasser les divisions communautaires.

Marcellin ABI YOUNÈS

Dans un Liban affligé par les crises politiques, économiques et sociales, et qui tente de renaître de ses cendres, la notion même de citoyenneté semble souvent dépouillée de sa substance. Cependant, au cœur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (USJ), une initiative tente de redonner vie à ce lien entre l'État et le citoyen. L'Académie de la formation à la citoyenneté (AFC) se donne ainsi pour ambition, depuis son lancement en 2023, de former des citoyens lucides, responsables et actifs au cœur de la société, capables de repenser le lien collectif au-delà des clivages communautaires. À sa tête, la Pr Roula Abi Habib Khoury défend une vision exigeante et profondément humaniste de l'engagement civique. Dans cet entretien, elle revient sur la mission de l'AFC, son approche pédagogique innovante et les défis de la citoyenneté dans le Liban d'aujourd'hui.

Pouvez-vous nous présenter l'Académie de la formation à la citoyenneté et sa mission ?

L'Académie de la formation à la citoyenneté est née d'une urgence à la fois intellectuelle et civique : celle de repenser la citoyenneté dans un Liban traversé par des crises profondes, la défiance envers les institutions et l'épuisement du lien collectif. Structure universitaire pionnière imaginée par le RP Salim Daccache, recteur de l'USJ entre 2012 et 2025, l'AFC est rattachée à la faculté des lettres et des sciences humaines ainsi qu'à la faculté de droit et des sciences politiques. Elle a pour mission de former des étudiants capables non seulement de comprendre la cité, mais surtout d'y prendre part activement. Elle défend une citoyenneté fondée sur les droits fondamentaux, l'égalité devant la loi, la responsabilité individuelle et le souci du bien commun, au-delà des clivages communautaires et des logiques clientélistes.

L'Académie part d'un constat simple : au Liban, la citoyenneté est réduite à un slogan, alors qu'elle devrait être une pratique quotidienne et une exigence morale. Face à la lassitude,



Visite de l'équipe « Sawa Seniors » au foyer « Amour et partage », en septembre 2025. De gauche à droite: Maria Harfouche, Barbara Bou Yazbeck, Jean-Paul Allam, Sara Saliba et Carine Hamadé. Photo DR

à la colère ou au découragement des jeunes, il est apparu essentiel de créer un espace universitaire où la citoyenneté puisse être pensée, débattue et vécue. Loin de toute naïveté, l'idée est qu'il faut « commencer quelque part », avec l'ambition de refaire de la citoyenneté une pratique active, réfléchie et assumée, et de permettre aux jeunes de redevenir des acteurs à part entière du destin collectif.

Quelles valeurs fondamentales guident vos programmes ?

Les programmes de l'AFC reposent sur des principes cardinaux : la dignité de la personne humaine, l'égalité devant la loi et les services publics, la liberté d'expression, le mérite et le respect du pluralisme libanais. À ces valeurs s'ajoute une conviction forte : la citoyenneté se construit dans l'expérience, dans le débat, dans la confrontation pacifique des idées et, surtout, dans l'action. C'est la raison pour laquelle l'AFC privilégie une pédagogie exigeante qui lie constamment réflexion intellectuelle, esprit

critique et engagement concret sur le terrain.

Comment l'AFC s'inscrit-elle dans la tradition éducative et humaniste de l'USJ ?

L'AFC prolonge une tradition profondément ancrée à l'USJ : celle d'une université qui ne se contente pas de transmettre des savoirs, mais qui entend former des individus libres, responsables et engagés dans la société. Dans un contexte libanais marqué par la fragmentation sociale et la défiance envers les institutions, cette mission prend une acuité particulière. Former un sociologue, un médecin, un psychologue, un juriste ou un ingénieur, c'est aussi former un citoyen, appelé à participer activement à la reconstruction morale, sociale et politique du pays.

Qu'est-ce qu'un citoyen engagé dans le contexte libanais actuel ?

Dans le contexte libanais actuel, être un citoyen engagé ne signifie pas nécessairement descendre dans la rue.

Cela signifie d'abord refuser la résignation. C'est chercher à comprendre les mécanismes politiques, sociaux et économiques du pays, tout en agissant à son échelle : dans son université, sa municipalité, son quartier ou son environnement professionnel. L'AFC défend une citoyenneté active, non violente et inclusive, capable de recréer du lien social et de re-imaginer un contrat social fondé sur les droits et les devoirs de chacun, au-delà des appartenances communautaires.

Quels types de formations proposez-vous ?

L'AFC propose à tous les étudiants de l'USJ un diplôme universitaire d'engagement civique et démarche citoyenne. Cette formation novatrice associe cours théoriques, séminaires interactifs, conférences, rencontres de terrain et, surtout, la conception de projets citoyens concrets, portés par les étudiants eux-mêmes. L'objectif est clair : passer d'une citoyenneté déclarative à une citoyenneté vécue. Les étudiants ne se contentent pas d'ap-

prendre ce que signifie être citoyen ; ils en font l'expérience. Les cours offrent des manières originales d'aborder l'histoire du Liban, la Constitution, les expériences citoyennes contemporaines, la participation des femmes à la vie publique, le travail municipal, l'action collective, la mobilisation sociale et les enjeux d'écocitoyenneté.

Quels partenaires extérieurs accompagnent l'AFC dans ses activités et projets ?

L'Académie bénéficie du soutien constant de la Tamari Foundation, d'ALAM-Suisse et du précieux appui de la Fondation Diane, trois partenaires engagés depuis longtemps dans la promotion de la jeunesse et de la citoyenneté. Par ailleurs, l'AFC collabore avec des ONG, des initiatives environnementales et des acteurs municipaux, notamment lors de rencontres de terrain, de visites et de projets concrets. Ces collaborations permettent d'ancrer les apprentissages dans la réalité libanaise et de confronter les étudiants aux défis réels de l'action citoyenne.

Comment mobilisez-vous les jeunes dans un contexte de découragement généralisé ?

La lassitude et le sentiment d'impuissance sont aujourd'hui largement partagés par la jeunesse libanaise. L'AFC ne les nie pas ; elle en fait au contraire un point de départ. En donnant aux étudiants des outils d'analyse et des espaces d'expérimentation collective, l'Académie leur permet de retrouver un pouvoir d'agir. L'engagement ne leur est jamais imposé : il est construit avec eux, à partir de leurs préoccupations, de leurs expériences et de leurs aspirations.

Quels changements observez-vous chez les étudiants ?

Les transformations sont souvent profondes. Les étudiants développent une capacité accrue à analyser les enjeux sociaux et politiques, mais aussi une nouvelle confiance dans l'action collective. Beaucoup découvrent qu'il est possible d'agir sans attendre des solutions venues d'en haut. Ils repartent avec une conscience citoyenne plus

affirmée et avec l'idée essentielle que la citoyenneté est un chemin, une pratique progressive et non un statut figé.

Pouvez-vous citer un projet emblématique ?

Les projets citoyens constituent l'aboutissement concret de la formation. Parmi ceux menés en 2024-2025, le projet Sawa Seniors, porté notamment par des étudiants en médecine et soutenu par l'engagement généreux de l'ingénieur Ziad Abi Chaker, illustre particulièrement l'esprit de l'AFC : en s'attaquant à l'isolement des personnes âgées par l'engagement de jeunes bénévoles universitaires, il conjugue solidarité sociale et apprentissage de la citoyenneté active.

D'autres projets ont également marqué cette promotion, notamment Souk el-Muwâten, qui vise à recréer des liens interrégionaux à travers un marché citoyen solidaire, ou Ne7na Lebnéniyé, un projet centré sur l'expression, le dialogue et la reconstruction d'une identité citoyenne partagée. Ces initiatives traduisent une volonté commune de recréer un lien social et de penser la citoyenneté à une échelle à la fois locale et nationale.

Quels défis et quelles ambitions pour l'avenir ?

Le défi majeur reste la crise de confiance : envers l'État, les institutions et parfois envers l'idée même de citoyenneté. Face à cela, l'AFC ambitionne de poursuivre et d'élargir son action en formant des générations capables de penser autrement le contrat social libanais et d'y contribuer concrètement. Le message adressé à la jeunesse est volontairement exigeant : la citoyenneté n'est pas un discours, c'est une responsabilité quotidienne. Dans le Liban d'aujourd'hui, s'engager pour le bien commun demeure un acte de courage, de lucidité et d'espérance. Diriger une académie de formation à la citoyenneté, c'est faire le pari que les jeunes ne sont ni indifférents ni désengagés, mais qu'ils manquent surtout d'outils, de cadres et de perspectives pour transformer leur lucidité en action constructive.